

***L'Action Française** m'a posé quelques questions sur le thème de **l'écologie** dont les réponses ont été publiées dans le numéro de cette semaine, et que je me permets de reproduire sur ce site, en quelques parties...*

L'Action Française 2000 : Peut-on dire que l'écologie est aujourd'hui l'expression la plus nette et la plus vérifiable d'un véritable souci du bien commun ?

L'écologie devrait être le souci d'un bien commun qui ne s'arrête pas aux hommes du présent mais s'intéresse aussi à ceux de demain. L'écologie, c'est une politique des lieux, des espaces, du long terme. Le bien commun n'est pas réductible à un moment, il est extensible à des temps et des espaces beaucoup plus vastes. Et d'ailleurs la république, qui vit sur le court terme, surtout aujourd'hui quand elle ne pense qu'à la prochaine présidentielle, ne peut pas envisager ce long terme.

Existe-t-il un bien commun écologique commun au monde entier, à toute une nation, à une région ? Comment intégrer la réalité du terrain et des usages dans ce bien commun ?

Il faut adapter l'écologie aux peuples, aux nations, aux régions, et cela avec leurs particularités. Il y a un bien commun "mondial", c'est la survie de l'humanité, la survie de la planète. Mais l'écologie ne peut pas se pratiquer partout de la même manière, parce que les conditions et les enjeux varient. En France, il y a la nécessité d'une certaine décroissance comme dans tout l'occident, comme le dit le pape dans *Laudato Si'*. Ailleurs, la question se pose différemment : on peut concilier l'écologie et une certaine élévation du niveau de vie, de qualité de vie, mais à condition de ne pas privilégier un seul mode de développement. Les Indiens d'Amazonie n'ont pas forcément besoin de Coca-Cola ni d'objets connectés : ce ne serait bon ni pour eux ni pour l'Amazonie. Il faut préserver les espaces et les civilisations, sans imposer un développement sur un mode européen, qui a été et reste très destructeur, même si certains n'y voient que des progrès. Pour en revenir à la France, elle a besoin de frugalité, de sobriété – ce qui ne veut pas

Entretien sur l'écologie, paru dans L'Action française (partie 1).

Écrit par Jean-Philippe

Dimanche, 20 Septembre 2015 21:00

dire une pauvreté contrainte, mais un mode de vie qui prenne en compte la survie des espaces et des espèces : par exemple, par le refus de l'artificialisation croissante de la terre, en pensant urbanisation et ruralisation sous un autre angle que strictement économique.



Paris, jour de pollution...

Mais y a-t-il une vraie prise en compte des nécessités écologiques, en France ? Entre agriculture productiviste, industries polluantes et villages disparus, l'État n'a-t-il pas abandonné la nature et ne se contente-t-il pas d'un écologisme de façade, comme certains écologistes ?

Le parti des Verts a fait énormément de mal à l'écologie, qu'il a réduite à des engagements sociétaux, ou plutôt à des carrières qui n'ont pas grand-chose à voir avec l'écologie. Les Verts pouvaient être intéressants quand il y avait des gens comme Antoine Waechter, Brice Lalonde, ou Yves Cochet (toujours aux Verts) qui a une véritable pensée (avec laquelle on peut ne pas être d'accord, sur la question démographique en particulier). EELV n'est plus qu'un parti comme les autres, avec des écologistes de surface, des écologistes larrons. Il y a peu à voir entre monsieur Placé et des gens comme Pierre Rabhi ou René Dumont. L'écologie est devenue une boutique partisane. Il peut y avoir des écologistes sincères, mais la "nature" de ce parti, son idéologie, n'a pas grand-chose à voir avec le respect de l'environnement, des hommes, des espèces végétales et animales. Je suis marqué, par exemple, par le fait que EELV a toujours été peu engagé sur le terrain de la protection animale.



Une rivière polluée, catastrophe écologique...

Le parti EELV est en défaut, donc, mais l'État lui-même ?

Lui aussi, bien sûr. L'État n'a pas su ou n'a pas pu, ou pas voulu, prendre la mesure de l'écologie. Car le système même de la démocratie électorale empêche de raisonner sur le long terme : on ne voit que l'horizon 2017, aujourd'hui, et non les décennies prochaines. C'est de la petite politique politicienne, partitocratique, sans véritable conscience d'État. Par ailleurs, le politique se limite aujourd'hui à la gestion de l'économie, et on n'a eu que trop tendance à opposer l'environnement et l'économie, au lieu de penser les deux en même temps. Il faudrait une politique qui adopte comme ligne de conduite la formule « **On ne commande à la nature qu'en lui obéissant** . »...

(à suivre)

Entretien sur l'écologie, paru dans L'Action française (partie 1).

Écrit par Jean-Philippe

Dimanche, 20 Septembre 2015 21:00
